



Volkswagen vend une usine à un fonds israélien pour la reconvertir dans la défense

AUTOMOBILE

Volkswagen cède son usine d'Osnabrück au Land de Basse-Saxe et au fonds israélien Aurelius, et pourrait ainsi préserver 1.400 emplois sur les 1.800 actuels.

Le site produira des systèmes de défense aérienne pour l'Allemagne et l'Europe.

Thibaut Madelin

— Bureau de Berlin

La rumeur courait depuis plusieurs mois. C'est désormais concret. Volkswagen a annoncé ce lundi un accord avec le Land de Basse-Saxe et Aurelius Capital sur la cession potentielle de son usine d'Osnabrück, qui emploie 1.800 salariés. Concrètement, le Land, déjà actionnaire du leader automobile européen, deviendrait actionnaire direct de l'usine avec le fonds d'investissement israélien.

Dans le même temps, Rafael Advanced Defense Systems, le fabricant israélien du Dôme de fer, se verrait confier la fabrication à Osnabrück de systèmes et de composants pour des systèmes de défense aérienne destinés à l'Allemagne et à l'Europe.

L'opération illustre le relais que prend l'industrie de la défense dans un contexte de restructurations dans l'industrie automobile en Allemagne. Les groupes de défense, dont le géant allemand Rheinmetall ou le groupe franco-allemand KNDS, mènent ainsi des discussions avec Mercedes, notamment, pour accroître leurs capacités de production alors que le chancelier

allemand, Friedrich Merz, s'est engagé à investir des centaines de milliards d'euros pour faire de la Bundeswehr « l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe ».

« Avec cet accord, nous offrons à Osnabrück une véritable opportunité industrielle. Le site dispose de salariés hautement qualifiés, de structures bien établies et d'une grande expérience dans la réalisation de tâches exigeantes », a déclaré le ministre-président de Basse-Saxe, Olaf Lies. Parallèlement, notre situation en matière de sécurité et notre besoin de protection ont fondamentalement changé. L'Allemagne et l'Europe doivent renforcer leurs capacités et gagner en indépendance. »

« Avec l'accord d'aujourd'hui, nous franchissons une étape importante pour ouvrir une nouvelle perspective industrielle au site », a déclaré le patron de Volkswagen Oliver Blume.

Le ministre de la Défense à la manœuvre

A ce stade, il s'agit d'une lettre d'intention et aucun détail n'a été

communiqué, notamment sur le prix que vont payer le Land et Aurelius, un fonds spécialisé dans la défense. Mais la solution visée « offre un avenir à près de 1.400 des 1.800 salariés que compte actuellement le site au total », ont précisé le comité d'entreprise et le syndicat IG Metall, étroitement liés aux négociations. « La reprise de notre usine par Aurelius et le Land de Basse-Saxe est un premier succès majeur », a déclaré Jürgen Placke, président du CE de l'usine d'Osnabrück. Celle-ci était menacée de fermeture, alors que Volkswagen avait prévu l'arrêt de la production de véhicules l'année prochaine. Si les détails restent à négocier, il s'agit d'une victoire d'étape pour Oliver Blume, qui a annoncé jeudi soir la concrétisation d'un vaste plan de restructuration prévoyant la suppression de 50.000 postes supplémentaires dans le monde, après les 50.000 déjà entérinés depuis 2024.

Le patron répète chercher des « solutions intelligentes » pour les autres sites allemands en danger. Pour redresser des marges en chute



libre, sur fond de concurrence chinoise, le géant allemand veut supprimer des surcapacités équivalentes à la production de 500.000 véhicules par an. La transaction envisagée est aussi un succès pour le ministre de la Défense, Boris Pistorius, ancien maire d'Osnabrück et poids lourd du Parti social-démocrate (SPD). Il a personnellement œuvré pour obtenir cet accord. Mais le succès pourrait s'avérer à double tranchant en Allemagne, où la politique d'Israël à Gaza fait l'objet de critiques, notamment au sein de son parti de centre gauche. Plus largement, le pivot de

l'Allemagne dans la défense, s'il est créateur d'emplois, suscite aussi la critique du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), qui a créé une sensation dimanche en emportant des élections régionales dans le Land de Saxe-Anhalt.

Témoin de la sensibilité politique du sujet, le Qatar, qui détient 17 % des droits de vote de Volkswagen à travers Qatar Investment Authority, avait émis des réserves concernant un accord direct entre le groupe automobile et le groupe israélien Rafael, selon la presse. Le rachat de l'usine par le Land et Aurelius serait une façon de contourner cet écueil, alors que les relations entre le Qatar et Israël sont jugées compliquées. ■

L'opération illustre le relais que prend l'industrie de la défense dans un contexte de restructurations pour l'automobile allemande.

